

LE RETOUR DU RISQUE GÉOPOLITIQUE

Le triangle stratégique Russie, Chine, États-Unis

Par Thomas Gomart,

Préface de Patrick Pouyanné,
Président-Directeur général du Groupe Total

Note de l'Institut de l'entreprise, février 2016



La dégradation rapide de l'environnement international est un constat aujourd'hui largement partagé par les décideurs publics et privés. Certains experts l'analysent comme un « retour » des enjeux géopolitiques, lesquels reprendraient le dessus sur les problématiques purement économiques. D'autres soulignent au contraire que ces rivalités stratégiques n'ont jamais disparu, mais avaient été occultées par une représentation de la mondialisation comme dynamique irréversible effaçant les logiques de puissance. Quelle que soit l'interprétation privilégiée, une question se pose à tous les dirigeants d'entreprises : comment faire face à cette montée des incertitudes géopolitiques ?

L'Institut de l'entreprise a souhaité marquer le début de l'année 2016 par la publication d'une note donnant des clés de compréhension des dynamiques géopolitiques à l'œuvre aujourd'hui.

DE LA NÉCESSITÉ DE PRENDRE EN COMPTE LE RISQUE GÉOPOLITIQUE

Est-il possible de réduire ces incertitudes qui pèsent sur la confiance des acteurs, de modéliser les risques géopolitiques pour contrer l'imprévisibilité ? Pour Thomas Gomart, directeur de l'Ifri, c'est d'une part en les intégrant au cœur de leur réflexion et à toutes les étapes de leur projet, d'autre part en combinant plusieurs niveaux d'analyse que les dirigeants d'entreprise pourront prendre en compte de manière optimale ces risques.

Intégrer le risque géopolitique à l'analyse globale des risques demande un effort singulier, d'autant que leurs conséquences sont souvent indirectes ou diffuses : pourtant, s'inscrire dans le temps long, comprendre les lignes de force transversales, appréhender des logiques étatiques et déchiffrer les interactions entre les problématiques économiques, militaires, technologiques et politiques sont des enjeux essentiels.

C'est pourquoi cette note se concentre sur trois pays – Russie-Chine-États-Unis – qui forment un triangle stratégique structurant pour l'environnement international. Leurs projets de puissance, leurs « grandes stratégies » dans les domaines militaire, énergétique et numérique ont ainsi des impacts systémiques majeurs, que les entreprises françaises doivent identifier et intégrer.

Par l'étude approfondie des dynamiques géopolitiques portées par ces trois pays, cette note invite donc les lecteurs à un parcours prospectif des risques auxquels sont et seront confrontées les entreprises européennes.

COMPRENDRE LA TRAJECTOIRE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE PAR SON ARRIÈRE-PLAN HISTORIQUE

Cet arrière-plan historique est important à deux égards, à la fois parce qu'il est instrumentalisé par le pouvoir actuel, et parce qu'il éclaire les orientations politiques russes depuis la chute de l'URSS et dans un avenir prévisible.

Sur la scène internationale, ce poids de l'histoire s'exprime par exemple dans les discours « revanchistes » de Vladimir Poutine. Il explique également le prisme déformé par lequel le président de la Fédération de Russie interprète et souhaite façonner le monde : quête d'un prestige perdu, focalisation sur la relation avec les États-Unis, concept d'« étranger proche » pour qualifier les pays issus de l'ex-URSS...

En témoignent également les projets, souvent méconnus, portés par la diplomatie russe via des organisations comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ou l'Union économique eurasiatique.

Si ces considérations peuvent paraître abstraites, l'exemple des sanctions américaines et européennes prises à la suite de l'annexion de la Crimée, développé en détail par l'auteur, convaincra les plus sceptiques de la nécessité de ne pas sous-estimer les risques géopolitiques liés aux stratégies de puissance.

UN PROJET GÉOPOLITIQUE CHINOIS GUIDÉ PAR DES INVARIANTS, OU « LA DIPLOMATIE DE L'INTERCONNECTIVITÉ »

L'inscription dans le temps long est une caractéristique de la trajectoire chinoise. À cet égard, des invariants, qui se déclinent en projets politiques, peuvent être dégagés : priorité à la sécurisation et à la diversification des approvisionnements énergétiques (exemples de la politique chinoise en Afrique et au Moyen-Orient, mais également des « nouvelles routes de la soie » en Asie centrale) ; prédominance chinoise en Asie-Pacifique (pression maintenue quant aux différends maritimes en mer de Chine).

Ces « projets de puissance » chinois méritent d'être analysés car ils présentent à la fois des opportunités et des risques pour les entreprises : ils ont ainsi des implications majeures dans le domaine énergétique, mais aussi, entre autres, pour le secteur financier et celui des infrastructures. Le projet OBOR (*One Belt, One Road*) doit ainsi être suivi de près par les entreprises européennes.

LA DIGITALISATION DE LA PUISSANCE, OU COMMENT LES ÉTATS-UNIS MAINTIENNENT LEUR DOMINATION PAR LE NUMÉRIQUE

Puissance encore dominante, les États-Unis entendent maintenir leur primauté internationale, qui implique notamment le contrôle des secteurs énergétique et numérique. À cet égard, les conséquences géopolitiques de la révolution énergétique américaine ont pu être sous-évaluées. Ainsi, l'administration Obama a accéléré des mutations de politique étrangère, engagées depuis la fin de la guerre froide, sur des axes potentiellement restructurants pour tout le système international : le « pivot » vers l'Asie, les projets d'accords commerciaux méga-régionaux (traités transpacifique et transatlantique) sont autant de signaux de la reconfiguration géopolitique à l'œuvre.

Autre axe majeur de la puissance américaine, le *cyberpower*. Si la « diplomatie numérique » américaine s'est brisée sur les révélations d'Edward Snowden en juin 2013, il n'en reste pas moins que le domaine numérique est aujourd'hui, et sera plus encore demain, le principal champ de bataille géopolitique, avec de possibles répercussions systémiques. Thomas Gomart décrit ainsi une « spirale de défiance » numérique entraînant de multiples frictions aux lourdes conséquences industrielles. Les entreprises françaises et européennes seraient donc bien avisées de s'en préoccuper et de préparer la riposte.

Ainsi, c'est en analysant les interactions entre les questions militaires, politiques, économiques et technologiques, sans s'en tenir à leur seul secteur d'activité, et en prenant en compte à la fois les trajectoires des États porteurs de projets de puissance et le système de contraintes s'exerçant sur les hommes d'État que les entreprises européennes parviendront à optimiser leur exposition internationale.

